

Les subsides

Le rapport ne dit pas que, face aux États-Unis, les producteurs canadiens ont maintenu et même accru leurs ventes dans ce pays et cherchent à les accroître encore. Il ne dit pas non plus que l'étude était basée sur une élimination immédiate des barrières douanières plutôt que sur une suppression progressive.

[Français]

Il n'est signalé nulle part qu'un autre rapport, préparé en même temps pour le Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme par Katie Macmillan de l'Institut C.D. Howe, arrivait à des conclusions diamétralement opposées: «Les travailleuses, et en particulier celles des industries de services, verraient leurs possibilités d'emploi augmenter énormément grâce au libre-échange... Les genres d'emplois manufacturiers menacés par le libre-service ont été depuis longtemps reconnus pour offrir de bas salaires, de difficiles conditions de travail et des possibilités de carrière très limitées.

[Traduction]

L'étude de l'Ontario ne dit pas non plus que l'industrie textile, celle qui investit et qui emploie, a confiance dans sa capacité de soutenir la concurrence, s'il y a une période d'adaptation.

Je dirais que les femmes ont tendance à se sentir désavantagées sur le marché du travail. Ce n'est pas un problème propre au Canada, c'est presque partout. Elles s'inquiètent beaucoup des changements que pourrait provoquer le libre-échange. Ces changements sont de deux ordres. Voyons le premier, car notre gouvernement se préoccupe sérieusement des femmes et de leurs problèmes et nous n'avons rien à envier à qui que ce soit dans ce domaine.

Contrairement à l'ancien gouvernement qui n'avait rien, et qui avait naturellement prévu dans le Pacte de l'automobile des services pour les travailleurs, nous avons déjà des programmes en place pour aider les travailleurs à s'adapter, que ce soit grâce à des cours de langue, de recyclage professionnel ou autre. Une période de transition de 10 ans est prévue dans beaucoup d'industries pour permettre aux entreprises et aux travailleurs de faire les ajustements nécessaires.

Les perspectives d'avenir constituent l'un des grands résultats du libre-échange, un résultat que le NPD ne mentionne jamais. La plupart des femmes qui seront touchées trouveront des emplois équivalents ou meilleurs dans les industries auxquelles le libre-échange permettra de prendre de l'expansion. Le libre-échange offrira de nouvelles perspectives d'avenir aux femmes, au lieu de les bloquer dans des emplois mal rémunérés auxquels elles ne peuvent pas échapper.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Les députés de l'opposition n'avaient jamais pensé auparavant que ces emplois étaient si importants. Ils avaient l'habitude d'en parler de façon péjorative. A mon avis, si l'on cherche à préserver le statu quo dans certaines industries, on ne fera que maintenir ces emplois mal payés réservés aux femmes et aux minorités. Ce ne serait pas très sage. Cela ne servirait qu'à empêcher les femmes de profiter des avantages de la croissance économique en les enterrant

dans des emplois qui seront toujours moins payés que ceux des hommes. Les femmes ne peuvent que tirer parti de la prospérité, de la croissance et des perspectives d'avenir. Ce dont parlent les députés d'en face ne correspond pas à mon idée de l'égalité et du progrès.

De nombreux adversaires de l'accord n'ont pas voulu reconnaître que le secteur des services connaîtra une forte croissance. La députée nous a servi son histoire de misères et de douleurs sur le secteur des services. Permettez-moi de lui répéter ce que certains représentants de ce secteur disent. Il ne s'agit pas de dirigeants de multinationales, mais de responsables d'entreprises locales canadiennes. M. Chris Gee, président de l'Association canadienne des conseillers en administration a dit: «Je suis très, très heureux. Grâce à notre réputation internationale et à nos structures canadiennes, je crois que le libre-échange aura des effets énormes sur nos clients et notre profession.»

M^{me} Sandra Besserer, une femme, soit dit en passant, qui est vice-présidente de l'Association des manufacturiers de machines et d'équipement du Canada, a dit: «Nos membres se plaignent amèrement des difficultés qu'ont les gens du secteur des services à franchir la frontière.» Le libre-échange mettra fin à ces difficultés.

[Français]

Raymond Lafontaine, président de LGS, une firme de services-conseil en informatique et bureaucratique, disait: «L'Entente de principe sur le libre-échange est positive. Elle va faciliter le travail aux États-Unis des Canadiens actifs dans l'industrie des services.»

[Traduction]

Nous devrions nous écarter, nous, hommes et femmes politiques oeuvrant dans notre petit Parlement d'Ottawa. Les hommes et les femmes du Canada qui travaillent dans tout le pays voient dans cet accord la clé de l'avenir de leur industrie et de leurs employés, dont beaucoup sont des femmes.

Le secteur des services est celui qui a connu la plus forte croissance au Canada et qui a créé huit nouveaux emplois sur dix au cours des dix dernières années. Ce secteur va continuer à offrir aux femmes de très diverses possibilités d'emploi faisant appel à des aptitudes variées. Beaucoup de femmes travaillent déjà non seulement dans le domaine de la vente au détail et celui des services personnels, mais encore dans ceux des télécommunications, de la santé, de l'informatique et des services financiers.

● (1150)

En 1986, le secteur des services rassemblait 76 p. 100 de tous les emplois au Canada. C'est là une hausse phénoménale par rapport aux 40 p. 100 enregistrés à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est excitant pour le Canada et les Canadiens, car tous les indicateurs annoncent une croissance continue de ce secteur au Canada et dans d'autres pays, développés comme en voie de développement. Toutefois, le Canada a déjà une bonne longueur d'avance.